

Selon un autre point de vue qui a cours dans les groupes en question, il faut rejeter complètement la libéralisation du commerce parce qu'elle entraînera inévitablement des pressions en faveur d'une déréglementation ou d'un abaissement des normes, et l'abandon des valeurs sociales canadiennes au nom de la compétitivité économique. Certains craignent également que le gouvernement ne fasse erreur en prenant des engagements, et que ces erreurs soient ensuite difficiles à corriger.

*« Le droit de profiter des occasions devrait dépendre du respect des droits de la personne. Les exemptions prévues dans l'AGCS sont-elles suffisantes pour permettre au Canada de continuer à boycotter les services négociés d'un régime d'apartheid? »*

*« Le commerce n'est pas une fin en soi. Il faudrait plutôt que ce soit un outil démocratique utilisé pour assurer le bien-être de l'humanité. »*

L'une des principales préoccupations de bon nombre de participants était que l'AGCS pouvait limiter le droit souverain du gouvernement d'adopter des règlements dans l'intérêt public. Pour certains d'entre eux, cela impliquait une défense traditionnelle de la politique commerciale protectionniste comme instrument de développement économique.

*« Nous n'acceptons pas certaines des affirmations de base concernant le merveilleux avantage de la libéralisation [...] Si vous avancez dans cette direction, même lentement, il y aura des incidences sur l'étendue du pouvoir démocratique. »*

*« Les règles antidiscriminatoires de l'AGCS servent aujourd'hui à interdire aux pays en développement d'adopter les mêmes politiques protectionnistes dont le Canada et d'autres pays se sont servis pour développer leurs propres »*

Certains des participants se sont également objectés contre le point de vue du gouvernement, à savoir que la santé, l'éducation et les services publics peuvent bénéficier d'une protection complète dans le cadre de l'AGCS. Les débats ont souvent mis en relief certaines préoccupations au sujet du fait que la qualité pouvait être compromise et qu'on ne pourrait poursuivre certains objectifs de politique publique, tels que l'accès à une éducation bénéficiant d'un financement public.

*« La sauvegarde de nos priorités nationales devrait passer avant l'accès aux marchés, le traitement national ou le principe de la nation la plus favorisée. »*